

ISRG Journal of Multidisciplinary Studies (ISRGJMS)



ISRG PUBLISHERS

Abbreviated Key Title: isrg j. multidiscip. Stud.

ISSN: 2584-0452 (Online)

Journal homepage: <https://isrgpublishers.com/isrgjms/>

Volume – IV, Issue - IV (April) 2026

Frequency: Monthly



CONSTRUCTIONS ANARCHIQUES ET LEURS CONSEQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT URBAIN: CAS DE LA COMMUNE DE KADUTU

Par Joseph MWEZE SEBUMBA^{1*}, Pr Dr Christ Hermann POUNAH²

Auteur principal : Défenseur Judiciaire, Juge assumé au Tribunal de Paix près le Tribunal de Grande Instance de Bukavu, Recteur de l'Université de Proximité "UP-Bukavu", Docteur en Droit et chercheur attaché au Laboratoire de Droit, Economie et Société de l'Université de Lisala (UNILIS) et de l'Université du Cercle de Réflexion des Nations(UCNR) à Florida aux USA, Assistant chercheur à l'Institut Géographique du Congo "IGC" Station de Bukavu, Enseignant titulaire des cours aux Universités et Instituts Supérieurs: Université Libre des Pays des Grands Lacs "ULPGL-Bukavu", Université Anglicane de Bukavu "UNAB", à l'Institut Supérieur Pédagogique "ISP-Idjwi" et expert en Droit international de la Faune et Flore

| **Received:** 12.03.2026 | **Accepted:** 19.03.2026 | **Published:** 09.04.2026

*Corresponding author: Par Joseph MWEZE SEBUMBA

Abstract

Anarchic constructions commonly called also illegal or non-regulatory constructions are a widespread phenomenon in many countries, especially in rapidly growing urban areas.

They often appear without official authorization, outside of urban planning standards, and pose many social, environmental and economic problems. This harmful phenomenon does not spare the city of Bukavu which suffers serious problems of rapid and uncontrolled urbanization causing numerous landslide damages in the city of Bukavu in general and more particularly within that the commune of Kadutu. It should be noted that the causes due to the rural exodus push more people to come and settle in cities in search of employment, education or better living conditions. Indeed, cities are often not to absorb such rapid population growth, which pushes newcomers to build informally on unserviced land. It is also worth noting the excessively high housing costs in the city of Bukavu and more specifically in the commune of Kadutu. The induced effect of this state of affairs is that disadvantaged populations and families living in the area with low incomes prefer to build themselves, without building permits or a cadastral plan, often on unallocated land, particularly on the hills overlooking the Ruvumba, Kabwakasire, Funu and Kasheke cities.

The weakness of administrative and urban planning supervision is easily observed in certain areas where local authorities lack the resources, personnel or will to control and enforce urban plans. The lack of clearly defined and updated land registry services encourages uncontrolled settlements with complete impunity.

Uncontrolled construction is often the result of an imbalance between rapid urban growth, poverty, ineffective governance, and the lack of affordable housing.

Keywords: *Constructions, anarchic, consequences, environment, urban.*

Introduction

Il est possible d'observer depuis plusieurs décennies déjà, un accroissement de l'habitat insalubre au sein de certains de nos espaces. Ce phénomène dû aux effets conjugués de la poussée démographique et de l'exode rural s'est accompagné des mutations économiques et culturelles profondes, imposant des changements radicaux dans l'organisation sociale des agglomérations. Les procédures administratives complexes qui ne permettent pas d'obtenir un permis de construire légal à temps réel sont devenues complexes, et parfois coûteuses compte tenu des faits de corruption présumée. Face à ces obstacles, de nombreuses personnes préfèrent construire sans autorisation. Eu égard à ce qui précède, il apert des conflits fonciers, un défaut de politique claire dans la gestion du foncier et de planification urbaine entraînant des occupations illégales ; certains terrains publics ou privés sont occupés sans l'accord du propriétaire, souvent faute d'alternatives.

L'on note aussi la complicité ou la tolérance de certaines autorités qui ferment les yeux ou laissent faire, par intérêt ou calcul politique (exemple : obtenir des votes favorables) ou même, par manque de moyens. Cet état de fait crée un précédent et encourage d'autres à agir de manière identique. Il n'est pas fortuit de relever un fait. En effet, la crise du logement et la pression démographique dans les grandes villes où l'offre de logements ne suit pas la demande, poussent les populations à s'installer illégalement dans les zones périurbaines ou les terrains à risque (zones inondables, flancs de collines, etc.).

Il y a également la quasi absence de sensibilisation de la population qui fait que certaines personnes ne sont conscientes ni des risques, ni des règles d'urbanisme alors que d'autres ignorent volontairement les lois, pensant que le terrain « libre » est un bien sans maître.

1. HISTORIQUE DE LA VILLE DE BUKAVU

La création de la ville de Bukavu par l'autorité coloniale débute par l'installation en 1900 d'un camp militaire dans la presqu'île de Muhumba sous le commandement du lieutenant OLSEN¹. Ce camp militaire était essentiellement stratégique pour contrecarrer et contrôler l'expansion allemande. Certaines traditions expliquent

¹ Frederik - Valdemar Olsen ou Frédéric Olsen (24 mai 1877 Kalundborg, Danemark – 19 novembre 1962, Etterbeek) est un officier militaire danois et belge, général-major et commandant en chef de la Force Publique du Congo belge qui commence à faire campagne dans l'Est du Congo pour réprimer la révolte des Batetela, de l'expédition du capitaine Francis Dhanis et participe à l'occupation militaire du Kivu. Le 1^{er} juillet 1900, il crée le poste de Nyalukemba (qui allait donner naissance à Bukavu) sur le lac Kivu.

que Bukavu est la déformation du mot Shi : « Bunkafu » signifiant maigres vaches. La légende locale raconte que le rite coutumier animé à la flûte « Karhera » faisait émerger les vaches des eaux du lac Kivu. Enfin, Bukavu devient chef-lieu de la Province du Kivu par l'arrêté Royal du 5 février 1935. Cet arrêté est modifié par 7 autres textes de 1940 à 1947. Ainsi est instituée la ville de Bukavu par l'ordonnance N° 12/157 du 6 septembre 1958/B., avec ses limites fixées par l'ordonnance N° 21396 du 29 septembre 1958.

2. METHODOLOGIE

2.1 Milieu d'étude et localisation

La municipalité de Kadutu se trouve dans la ville de Bukavu, Chef-lieu de la Province du Sud-Kivu. Elle est située à 2° 33' 1" et 2° 28' 3" n Sud et les méridiens 28° 48' 4" 28° 53,6' Est. La ville est séparée du Rwanda par le Lac Kivu et la Rivière Ruzizi. Elle comprend trois communes à savoir : celle de Kadutu, de Bâtira et d'Ibanda. Sur le plan administratif, la ville de Bukavu compte 3 communes, 11 quartiers et 34 avenues. Cette agglomération de Kadutu se trouve sur les flancs de la colline, son altitude est entre 1640 et 1800 m entre une latitude de 2° 28' au sud et 28° 53' de longitude Est.

Elle a une superficie de 1.010 km carré et sa population est hétérogène, estimée à environ 594 349 personnes, soit une densité d'environ 58 846 habitants/km carré. Elle est limitée au Nord par la rivière Weshu, au Sud par la rivière Kahuwa, à l'ouest par la rivière Weshu, au Nord-Est par le Lac Kivu et à l'est par la rivière Kahuwa qui sépare de la commune d'Ibanda.

En tant qu'entité décentralisée, elle est composée des sept quartiers (Cimpunda, Nyamugo, Mosala, Kasali, Nkafu, Kajangu et Kalere), avec un taux de natalité élevé et une population trop jeune mais la majorité sans travail.

La carte administrative ci-après de la ville de Bukavu l'illustre.

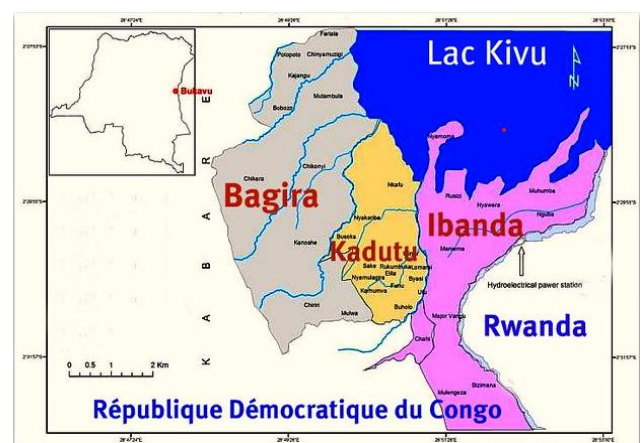


Figure.1. Carte de la ville de Bukavu (au milieu en couleur jaune : Commune de Kadutu)

Source : Commune de Kadutu.

La carte administrative ci-après de la ville de Bukavu l'illustre.

2.2 Méthode et techniques

La méthode descriptive nous a permis d'observer et de décrire le comportement de nos enquêtés relativement aux constructions anarchiques dans la Commune de Kadutu, afin de réaliser une analyse systématique de toutes les informations des données récoltées, notamment à partir de :

- Un questionnaire d'enquête avec un échantillon de la population estimée à plus de 100 000 habitants ;
- Échantillonnage : nous avons recouru à un échantillonnage aléatoire simple. Le logiciel Excel, SPSS ont servi pour le traitement des données ;
- Les entretiens semi-structurés avec les représentants des entités étatiques ;
- Pour les données qualitatives, nous avons constitué des focus groupes (constitués des femmes, des hommes et des jeunes) par quartier ;
- Sachant que notre univers de recherche est supérieur à 100 000 personnes, pour déterminer notre échantillon, nous nous sommes fixé 128 personnes comme échantillon pour notre univers fini (n) dans tous les quartiers en nous inspirant de la formule d'Alain Bouchard ;
- La technique d'observation nous a permis d'expliquer les constats en ce qui concerne la dégradation de l'écosystème de la faune aquatique.

En vue de bien déterminer la taille de notre échantillon, nous avons recouru au tableau d'Alain Bouchard, selon lequel pour une population infinie de plus ou moins 1.000.000 d'individus, l'on fait correspondre un échantillon de 96 sujets en considérant une marge d'erreur de 10%.

$NC=(Nxn)/(N+n)=(59268 \times 96)/(59268+96)=5689728/59364=95,8$ soit 96 personnes.

Nc : taille d'échantillon corrigé.

N : taille de l'univers.

N : taille de l'échantillonnage pour l'univers fini ou pour l'univers infini.

Lors de notre enquête qui a eu lieu dans la commune de Kadutu, nous nous sommes entretenus avec une population de 896 personnes soit 128 par quartier.

A partir de la formule de Bouchard (2010), nous avons une marge d'erreur de 10% qui sera prise pour déterminer l'échantillon lors de notre enquête menée dans la commune de Kadutu. Nous nous sommes servis de certains logiciels comme Excel, SPSS version 16.0 pour le traitement et l'analyse des données qualitatives des questionnaires et des entretiens semi-structurés. Grâce à ce programme nous avons fait l'encodage des données recueillies sur le terrain. Nous avons également effectué une analyse des données quantitatives pour chercher à comprendre les conséquences des constructions anarchiques dans la ville de Bukavu en général et plus particulièrement dans la commune de Kadutu tout en tenant compte des données multidimensionnelles qui sont constituées par les variables quantitatives.

3. RESULTATS ET DISCUSSIONS

Caractéristiques sociodémographiques des personnes enquêtées. Nous avons présenté les résultats des personnes enquêtées dans les tableaux ci-dessous :

Tableau.1 : Répartition de la population de la Commune de Kadutu

SEXE	EFFECTIF	FREQUENCE
MASCULIN	462	52%
FEMININ	434	48%
TOTAL	896	100%

Selon la monographie de la ville de Bukavu, la population de la commune de Kadutu était évaluée en 2022 à 59268 habitants répartis dans 7 quartiers. Il ressort du premier tableau des caractéristiques sociodémographiques que la variable genre, 462 enquêtés (soit 52%) sont du genre masculin et 434 (soit 48%) sont du genre féminin, il y a lieu de constater que notre échantillon est presque équilibré.

Tableau.2 : caractéristiques des enquêtés selon l'âge

TRANCHE D'AGE	EFFECTIF	FREQUENCE(%)
20 – 29	224	25
30 – 39	238	27
40 - 49	224	25
50 et plus	210	23
	896	100

Tableau 3. : Caractéristiques des enquêtés selon le niveau d'études

Niveau d'études	Effectif	%
Primaire	224	25
Secondaire	238	27
Universitaire	252	28
Postuniversitaire	182	20
	896	100

Selon la variable âge de la population, nous avons la tranche variant entre 30 et 39 ans, 238(soit 27%) ont été beaucoup plus interviewés suivis de la tranche d'âge 40 et 49 ans, 224 (soit 25%); il s'en est suivis de la tranche d'âge 20 et 29 ans; 224 (soit 25%); et en dernier lieu la tranche d'âge 50 ans et plus, 210 (soit 23%).

Ces trois tranches d'âge (30 - 39), (40 - 49) et (20 - 29) ont été plus considérées du fait que lors de nos enquêtes préliminaires, ces trois classes étaient considérées comme les plus informées et ayant beaucoup plus de connaissances en la matière par rapport à la dernière classe présentant un taux de pourcentage faible par rapport aux trois autres.

Selon la variable niveau d'études, 252 (soit 28%) des personnes enquêtées dans la commune de Kadutu ont un niveau d'études universitaires suivis de 238 (soit 27%) avec le niveau d'études secondaires ainsi que 224 personnes (soit 25%) ont le niveau d'études primaires et seulement 182 (soit 20%) enquêtés ont un niveau postuniversitaire.

Nous avons fourni un certain effort en enquêtant beaucoup plus de personnes ayant un niveau universitaire parce que supposées connaître au moins la problématique des constructions anarchiques et les conséquences qu'elles peuvent engendrer.

Après observations faites, nous constatons qu'il y a lieu d'expliquer une détermination importante car ceci se prouve par l'inégalité des sujets interviewés malgré l'équilibre observé.

Tableau 4. : Caractéristiques sociodémographiques selon les occupations

Occupations	Effectif	%
Etudiants	126	14
Fonctionnaires de l'Etat	147	16
Commerçants	140	16
Sans emplois	140	16
Techniciens	119	13
Cadres d'entreprises	112	12,5
Enseignants	112	12,5
	896	100

3.1 Causes liées aux constructions anarchiques

Tableau 5. : Opinions des enquêtés sur les causes liées aux constructions anarchiques

Réponse	Effectif	%
L'impunité des autorités aux vendeurs et acheteurs des parcelles	140	16
Vente des parcelles à des sites impropres à la construction par les autorités locales	154	17
L'insécurité aux villages et l'exode rural	168	19
Le coût des parcelles élevé	224	25
La pauvreté et manque de logements abordables	210	23
	896	100

Les résultats contenus dans le **Tableau 5** nous renseignent que 224 enquêtés (soit 25%) de notre échantillon ont affirmé que le coût élevé des parcelles dans la commune de Kadutu serait à la base des constructions anarchiques ; 210 personnes enquêtées (soit 23%) ont soutenu que la pauvreté et la carence de logements à des prix abordables seraient aussi l'une de cause majeure de ces mauvaises constructions anarchiques constatées, suivis de 168 sujets enquêtés (soit 19%) de notre échantillon soutiennent aussi que l'insécurité causée dans nos villages dû à l'exode rural est parmi les causes liées aux constructions anarchiques dans la même commune ; 154 personnes enquêtées (soit 17%) ont affirmées que la vente des parcelles à des sites impropres à la construction par les autorités locales aussi est la cause principale des constructions anarchiques dans la commune mère de Kadutu et 140 personnes de nos enquêtées (soit 16%) ont soutenu aussi que l'impunité par les autorités aux vendeurs et acheteurs des parcelles est parmi les causes liées aux constructions anarchiques dans la commune de Kadutu. Selon eux, l'octroi des parcelles par les services habilités à des sites mêmes impropres à la construction, vente des servitudes dans certaines avenues sont les raisons qui poussent à la mauvaise

construction anarchique constatée dans la ville et dans la commune de Kadutu.

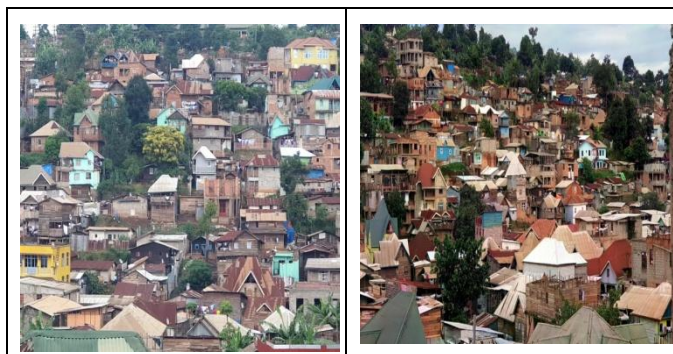


Figure 2: Constructions anarchiques dans le centre-ville de Bukavu sans aucun respect des normes urbanistiques, commune d'Ibanda, Q. Nyalukemba vers Av. Pésage (Photo Joseph Sebumba).

Nos investigations ont également permis de mettre en exergue un phénomène intrigant, celui ayant trait à la vente illicite des espaces réservés : les aires des jeux, les espaces publics par les autorités locales. Ce phénomène concerne aussi l'autorisation d'ériger des constructions tant sur les dépotoirs publics que sur les réseaux de la Société Nationale d'Electricité (SNEL) et la Régie des eaux (REGIEDESO). La complicité des autorités locales dans la vente des espaces publics semble manifeste dans la mesure où, elle s'attaque à des lieux hautement symboliques : cession à titre onéreux de nécropoles refus des mêmes autorités locales, d'étendre la ville, création de lotissements ; de morcellements et de parcelles, sans respecter les normes urbanistiques et cadastrales ; telles sont les causes qui sous-tendent le phénomène des constructions anarchiques constatées « çà et là », dans la ville de Bukavu et en particulier dans la commune de Kadutu. Comme nous l'avons démontré plusieurs nos enquêtés vivent cet exode rural qui les conduit de plus en plus à venir s'installer dans les villes, en quête d'emploi, d'éducation ou de meilleures conditions de vie. Malheureusement, les villes ne sont souvent pas prêtes à absorber cette croissance démographique rapide, ce qui conduit les nouveaux arrivants à construire de manière informelle sur des terrains non viabilisés.

3.2 Conséquences des constructions anarchiques dans la Commune de Kadutu

Tableau 6. : Différentes opinions des enquêtés de la commune de Kadutu suites aux conséquences des constructions anarchiques sur la destruction de l'environnement.

Réponse	Effectif	%
Provocation des éboulements	161	18
Destruction de l'environnement	231	26
Incendies	315	35
Saletés dans la ville et commune	189	21
	896	100

En ce qui concerne les conséquences liées aux constructions anarchiques, voici les résultats que nous avons obtenus, 315 sujets enquêtés (soit 35%) ont confirmés que les constructions anarchiques dans la communes de Kadutu ont comme conséquences les cas d'incendies constatés qui sont devenus récurrents ; 231 personnes enquêtées (soit 26%) ont reconnu que la

destruction de l'environnement est due aux constructions anarchiques dans la commune de Kadutu ; par contre, 189 sujets enquêtés (soit 21%) nous ont révélé que les conséquences des constructions anarchiques sont à la base des éboulements qui surviennent sur certains sites impropres à la construction ; alors que d'autres par ailleurs, nous ont affirmé que les constructions anarchiques ont aussi comme conséquence l'insalubrité

grandissante dans la commune de Kadutu. L'effet induit direct est le suivant : les déchets solides et liquides jetés par plusieurs ménagers de la commune de Kadutu sont, en général, à la base de la pollution des eaux et de la faune aquatique du Lac Kivu.

3.3 Conséquences environnementales



Figure 3 : Commune de Kadutu dans les quartiers Kasali, Nyakaliba et Cimpunda, sur ces photos ; au milieu, de gauche à droite (la dégradation de l'environnement) le long la rivière Kahuwa et la route nationale n° 2 (Photo Joseph Sebumba).

difficile la fourniture de services essentiels comme l'eau potable, l'électricité, et les transports.

4. Pistes de solutions et mesures préventives pour lutter contre les constructions anarchiques :

1. Dégradation de l'environnement naturel : les conséquences peuvent mener à la destruction d'espaces naturels, comme les forêts, les zones humides et les terres agricoles. Cela entraîne une perte de biodiversité, puisque certains des habitats touchés sont souvent cruciaux pour de nombreuses espèces ;

2. Pollution : les constructions peuvent causer une augmentation de la pollution, tant de l'air que de l'eau. Par exemple, des infrastructures mal conçues peuvent nuire à la gestion des déchets et des eaux usées, entraînant une contamination des sols et des ressources en eau ;

3. Risque accru de catastrophes : les bâtiments construits sans respect des normes de construction sont souvent plus vulnérables aux catastrophes naturelles (inondations, séismes, glissements de terrain). Cela peut aggraver les pertes en vies humaines et matérielles lors de tels événements surviennent ;

4. Urbanisation informelle : les constructions anarchiques sont souvent liées à l'urbanisation informelle, où les populations cherchent désespérément des solutions de logement. Cela peut engendrer des conditions de vie précaires et contribuer à des problèmes sociaux, comme la pauvreté et l'insécurité ;

5. Erosion des sols et problèmes d'écoulement d'eau : les constructions non réglementées peuvent altérer le paysage, entraînant une érosion accrue des sols et des problèmes d'écoulement des eaux de pluie, ce qui peut provoquer des inondations localisées ;

6. Impact sur la santé publique : les environnements urbains mal planifiés peuvent également avoir des répercussions sur la santé publique, en raison de la proximité des résidences avec des sources de pollution ou un accès limité aux infrastructures de santé ;

7. Difficultés de gestion urbaine : les constructions anarchiques compliquent souvent la gestion urbaine, rendant

➤ Renforcement de la réglementation urbanistique

- Elaboration de plans d'Urbanisme : mettre en place des schémas directeurs d'urbanisme qui définissent clairement les zones constructibles et non constructibles ;
- Mise à jour des normes de construction : s'assurer que les normes de construction soient modernes, sécuritaires et adaptées aux besoins locaux.

➤ Sensibilisation et éducation

- Campagne de sensibilisation : informer la population sur les dangers et les impacts des constructions anarchiques, ainsi que sur les avantages d'une urbanisation planifiée ;
- Formation des acteurs locaux : former les autorités locales et les urbanistes sur les meilleures pratiques en matière d'urbanisme et de développement.

➤ Renforcement des capacités institutionnelles

- Renforcement des services d'urbanisme : augmenter les ressources allouées aux services d'urbanisme et d'aménagement du territoire, afin de mieux contrôler et gérer les constructions ;
- Collaboration interinstitutionnelle : encourager la collaboration entre différentes agences gouvernementales et acteurs de la société civile pour une approche intégrée.

➤ Mécanisme de régulation

- Programmes de régularisation : offrir des options de régularisation pour les constructions existantes, sous certaines conditions, afin d'intégrer les établissements informels dans le cadre légal tout en respectant des normes minimales de sécurité et de durabilité ;
- Subventions et aides financières : proposer des subventions pour encourager les habitants à construire

conformément aux normes ou à rénover des constructions existantes.

➤ **Développement de logements abordables**

- Promotion de l'habitat social : construire des logements sociaux et abordables pour répondre à la demande de logement dans les zones urbaines, afin de réduire la pression qui pousse les populations à construire de manière anarchique ;
- Partenariats public-privé : encourager des partenariats entre le secteur public et des entreprises privées pour développer des projets de logements durables.

➤ **Amélioration des infrastructures publiques**

- Investissement dans les infrastructures : investir dans les infrastructures de base (eau, électricité, routes) pour accompagner la croissance urbaine et réduire le besoin de constructions illégales ;
- Planification des services urbanistiques : prévoir la création de services essentiels lors de la planification urbaine pour éviter la croissance anarchique.

➤ **Promotion de l'expertise locale**

- Impliquer les communautés : associer les communautés locales au processus de planification urbaine pour mieux répondre à leurs besoins et réduire les constructions anarchiques ;
- Encourager les initiatives locales : favoriser les projets communautaires d'urbanisme qui respectent les normes tout en répondant à des besoins locaux spécifiques.

➤ **Surveillance et contrôle**

- Renforcement des mécanismes de contrôle : mettre en place des systèmes de surveillance efficaces pour détecter rapidement les constructions illégales et prendre des mesures appropriées ;
- Recours à la technologie : utiliser des outils technologiques comme les images satellites ou les drones pour surveiller et cartographier les zones de construction.

Conclusion

Cette étude s'est attachée à décrire les conséquences des constructions anarchiques dans la Commune de Kadutu et leur impact sur l'environnement de cet espace géographique. Pour y parvenir, nous avons recouru à la méthode descriptive (permettant de réaliser une analyse systématique de toutes les informations des données récoltées) qui nous a permis d'observer et de décrire non seulement le comportement de nos enquêtés concernant la question lancinante des constructions anarchiques dans la Commune de Kadutu mais également leur impact sur l'environnement.

Nous avons recouru à un échantillonnage aléatoire simple, à des entretiens semi-structurés avec les représentants des entités étatiques, ce qui nous a permis de relever plusieurs conséquences qui sont à la base de la destruction de l'environnement au sein de la commune de Kadutu.

Il est nécessaire de relever que dans le cadre de nos recherches, l'une des conséquences les plus marquantes demeure la vente illicite des parcelles sur des sites impropres à la construction, par des personnes non autorisées ce qui conduit à des risques majeurs aussi bien pour les populations, les infrastructures que pour l'environnement.

Il nous faut absolument retenir que les constructions anarchiques ont des répercussions néfastes sur l'environnement et la société. De ce fait, elles nécessitent une attention particulière et une urgente

dans l'action de la part des gouvernements et des collectivités, afin de promouvoir une urbanisation durable et structurée.

Références Bibliographiques

1. Havel J.F. (1964) : Habitat et logement, éd. QSJ. Paris.
2. K. IMHOFF (1964) : Manuel d'assainissement urbain, éd. Dunod, Paris.
3. Kassay Ngur-Ikone, J. (2008). La politique de la gestion des espaces verts pour l'hôtel de ville de Kinshasa. Yaoundé : CODESRIA.
4. Lelo Nzuzi, F. (2008). Kinshasa : ville et environnement. Paris : Le Harmattan.
5. Le potentiel (2010), Erosions et inondations à Kinshasa. Consulté en ligne le 11 mai 2025. <http://www.lepotentiel.online>.
6. Kashosi, C., 2009, Causes et conséquences des constructions anarchiques dans le groupement de Mumosho en territoire Kabare, Bukavu, Cahier du Ceruki-ISP-Bukavu.
7. GAUFFAUX.J., 1974, La croissance démographique et son impact socio-économique, ISP-Kinshasa, CRP/Kinshasa.
8. Tchékoté, H. et Ngouanet, C., 2015, Périurbanisation anarchique et problématique de l'aménagement du territoire dans le périurbain de Yaoundé, Gembloux, Presse agronomique de Gembloux.
9. Wand'arhasima, M. et Muhaya, N., 2020, Mouvements des paysans et leur impact sur la bidonvilisation de Bukavu, ISDR-Bukavu.
10. Nadmian, 2004, Croissance et problème de déplacement dans les quartiers de N'djemena : Cas des quartiers Chagoua et Dembe, Ngaoundéré, Université de Ngaoundéré.
11. Mutombo, K., 2014, Urbanisation et fabrique urbaine à Kinshasa : défis et opportunités d'aménagement, Paris, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III.
12. Kyana, 2010, Les constructions anarchiques dans les quartiers Kimbangu I et Yolo-Nord III, le long de la rivière Kalamu : étude d'impact environnemental et social, Kinshasa, Institut du Bâtiment et des Travaux Publics-INS.
13. SEBUMBA J. M, 2024, Gestion lacunaires des espaces faunistiques dans les aires protégées pendant la guérilla : cas des gorilles de grauer du parc national de Kahuzi-Biega ; Revue Université Sans Frontières pour Une Société Ouverte (RUFSSO), Vol. 36, N° 3.
14. SEBUMBA J. M, 2025, Insalubrité causée par les déchets ménagers dans la ville de Bukavu et son impact sur l'écosystème aquatique du lac Kivu : cas de la commune de Kadutu ; IJRDO, Vol.- 11/Issue – 1 ; June 2025.